

GROUPE DE TRAVAIL CHARGÉ DES FORMULAIRES
—
FORMULAIRES RECOMMANDÉS

coordonné par le Bureau Permanent

* * *

FORMS WORKING GROUP
—
RECOMMENDED FORMS

co-ordinated by the Permanent Bureau

*Document préliminaire No 2 B révisé d'août 2010 à l'intention
de la Commission spéciale de novembre 2009 sur la mise en œuvre de
la Convention de 2007 sur le recouvrement des aliments et
du Protocole de 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires*

*Preliminary Document No 2 B revised of August 2010 for the attention
of the Special Commission of November 2009 on the implementation of
the 2007 Child Support Convention and of
the 2007 Protocol on the Law Applicable to Maintenance Obligations*

GROUPE DE TRAVAIL CHARGÉ DES FORMULAIRES
—
FORMULAIRES RECOMMANDÉS

coordonné par le Bureau Permanent

* * *

FORMS WORKING GROUP
—
RECOMMENDED FORMS

co-ordinated by the Permanent Bureau

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Annexe A	3
Demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution.....	4
Résumé de la décision	10
Attestation du caractère exécutoire de la décision.....	18
Attestation de notification	19
Rapport sur l'état d'avancement – article 12	21
Annexe B	25
Demande d'exécution d'une décision rendue ou reconnue dans l'État requis	26
Rapport sur l'état d'avancement – article 12	31
Annexe C	34
Demande d'obtention d'une décision.....	35
Rapport sur l'état d'avancement – article 12	40
Annexe D	44
Demande de modification d'une décision	45
Rapport sur l'état d'avancement – article 12	51
Annexe E	54
Formulaire relatif à la situation financière	55

Annexe A

**Demande de reconnaissance ou reconnaissance et exécution
(art. 10(1) a) et (2) a) et 30)**

**Extrait de la décision
(art. 25(3) b))**

**Attestation du caractère exécutoire de la décision
(art. 25(1) b))**

**Attestation de notification
(art. 25(1) c))**

Rapport sur l'état d'avancement – article 12

*** * ***

Annex A

**Application for Recognition or Recognition and Enforcement
(Arts 10(1) a) and (2) a) and 30)**

**Abstract of a Decision
(Art. 25(3) b))**

**Statement of Enforceability of a Decision
(Art. 25(1) b))**

**Statement of Proper Notice
(Art. 25(1) c))**

Status of Application Report – Article 12

Demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution

(article 10(1) a) article 10(2) a) article 30)

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ ET DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les données à caractère personnel recueillies ou transmises en application de la Convention ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été recueillies ou transmises. Toute autorité traitant de tels renseignements en assure la confidentialité conformément à la loi de son État.

Une Autorité ne peut divulguer ou confirmer des renseignements recueillis ou transmis en application de la présente Convention si elle juge que ce faisant la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne pourrait être compromise, conformément à l'article 40.

Une décision de non-divulgaration a été prise par l'Autorité centrale conformément à l'article 40. Si cette case est cochée, les informations demandées aux points 2 d, e, f et g et 5 devront être fournies seulement à la page Informations à divulgation restreinte relatives au demandeur du présent formulaire.

1. Numéro de référence du dossier de l'Autorité centrale requérante : _____

2. Renseignements à caractère personnel concernant le demandeur

Le demandeur est :

- la (les) personne(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus
 le représentant de la (des) personne(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus
 le débiteur
 le représentant du débiteur

a. Nom(s) de famille : _____

b. Prénom(s) : _____

c. Date de naissance¹ : _____ (jj/mm/aaaa)

ou

a. Nom de l'organisme public : _____

b. Nom(s) de famille de la personne à contacter : _____

c. Prénom(s) de la personne à contacter : _____

et

d. Adresse : _____

e. Numéros de téléphone : _____

f. Numéro de télécopie : _____

g. Courriel : _____

¹ Il n'est pas nécessaire d'indiquer la date de naissance pour le représentant.

3. Renseignements à caractère personnel concernant la (les) personne(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus

3.1 Des aliments sont demandés ou dus pour le demandeur identifié ci-dessus

Aliments découlant d'une relation de :

- filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent
 mariage relation analogue au mariage
 lien d'alliance (préciser le lien) : _____
 grand-parent fratrie petit-enfant
 autre : _____

3.2 Des aliments sont demandés ou dus pour le(s) enfant(s) identifié(s) ci-dessous

a. **Nom(s) de famille :** _____

Prénom(s) : _____

Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

Aliments découlant d'une relation de :

- filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent

b. **Nom(s) de famille :** _____

Prénom(s) : _____

Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

Aliments découlant d'une relation de :

- filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent

c. **Nom(s) de famille :** _____

Prénom(s) : _____

Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

Aliments découlant d'une relation de :

- filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent

3.3 Des aliments sont demandés ou dus pour la personne identifiée ci-dessous

Nom(s) de famille : _____

Prénom(s) : _____

Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

Aliments découlant d'une relation de :

- mariage relation analogue au mariage
 lien d'alliance (préciser le lien) : _____
 grand-parent fratrie petit-enfant
 autre : _____

3.4 Des aliments sont demandés ou dus pour d'autres enfants ou d'autres personnes, des renseignements à caractère personnel supplémentaires sont annexés

6 *Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille*

4.1 Renseignements à caractère personnel du débiteur (s'ils sont connus)

- La personne est la même que le demandeur identifié ci-dessus**
- a. **Nom(s) de famille :** _____
- b. **Prénom(s) :** _____
- c. **Date de naissance :** _____ (jj/mm/aaaa)
- d. **Adresse personnelle :** _____

- e. **Adresse postale :** _____

4.2 Si le débiteur est le demandeur, renseignements à caractère personnel (s'ils sont connus, le cas échéant) du représentant de la (des) personne(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus

- a. **Nom(s) de famille :** _____
- b. **Prénom(s) :** _____
- c. **Adresse :** _____

- d. **Numéros de téléphone :** _____

- e. **Numéro de télécopie :** _____
- f. **Courriel :** _____

4.3 Informations permettant de localiser le défendeur

- a. **Numéro d'identification personnel :** _____
(y compris le nom du pays ou de l'unité territoriale ayant délivré le numéro)
- b. **Toute autre information permettant de localiser le défendeur**

5. Paiements

- a. **Informations concernant les virements électroniques de fonds (le cas échéant)**
- Nom de la banque :** _____
- CNIB² :** _____
- Code SWIFT :** _____
- NCBI³ :** _____
- Numéro de compte :** _____
- Nom du détenteur de compte :** _____
- Référence⁴ :** _____

² Code national d'identification de la banque.

³ Numéro de compte bancaire international.

⁴ Lorsque nécessaire afin de compléter le paiement.

7 *Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille*

b. **Informations concernant les paiements par chèques (le cas échéant)**

Chèque libellé au nom de : _____

Chèque à adresser à : _____

(adresse) _____

Référence⁵ : _____

6. **La présente demande est effectuée uniquement pour fin de reconnaissance ; prière de ne pas entreprendre de mesure d'exécution**

7. **Bases de reconnaissance et d'exécution (article 20) (veuillez cocher toutes les cases pertinentes)**

Date de la décision : _____ (jj/mm/aaaa) État d'origine : _____

- Le défendeur résidait habituellement dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance ;
- Le défendeur s'est soumis à la compétence de l'autorité, soit expressément, soit en se défendant sur le fond de l'affaire sans contester la compétence lorsque l'occasion lui en était offerte pour la première fois ;
- Le créancier résidait habituellement dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance ;
- L'enfant pour lequel des aliments ont été accordés résidait habituellement dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance, à condition que le défendeur ait vécu avec l'enfant dans cet État ou qu'il ait résidé dans cet État et y ait fourni des aliments à l'enfant ;
- La compétence a fait l'objet d'un accord écrit ou verbal avec confirmation écrite entre les parties (sauf dans un litige portant sur une obligation alimentaire à l'égard d'un enfant) ;
- La décision a été rendue par une autorité exerçant sa compétence sur une question relative à l'état des personnes ou la responsabilité parentale et cette compétence n'était pas fondée uniquement sur la nationalité de l'une des parties ; ou
- Dans le cas où l'État requis a fait une réserve conformément à l'article 20(2), il existe des circonstances de fait dans lesquelles la loi de cet État, dans des circonstances similaires, confère ou aurait conféré compétence à ses autorités pour rendre une telle décision. Veuillez spécifier :

8. **Comparution du défendeur**

- Le défendeur a comparu ou a été représenté dans la procédure de l'État d'origine
- Le défendeur n'a ni comparu, ni été représenté dans la procédure dans l'État d'origine (voir le document attestant de la notification joint (art. 25(1) c))

9. **Formulaire relatif à la situation financière joint (art. 11(2) a) et b))**

⁵ Lorsque nécessaire afin de compléter le paiement.

8 *Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille*

10. La demande portant sur le recouvrement d'aliments autres que des obligations alimentaires découlant d'une relation parent-enfant envers une personne âgée de moins de 21 ans, le demandeur (créancier) a bénéficié de l'assistance juridique gratuite dans l'État d'origine (articles 17 et 25(1) f))

La demande portant sur le recouvrement d'aliments, comprenant les obligations alimentaires découlant d'une relation parent-enfant envers une personne âgée de moins de 21 ans, le demandeur (débiteur) a bénéficié de l'assistance juridique gratuite dans l'État d'origine (articles 17 et 25(1) f))

* Voir le Formulaire de transmission pour la liste des documents au soutien de la demande.

11. **Autres informations :** _____

12. **Attestations**

Cette demande a été remplie par le demandeur et revue par l'Autorité centrale requérante.

Cette demande satisfait aux exigences de la Convention (article 12(2)). L'information contenue dans cette demande et les documents joints à celle-ci correspondent et sont conformes aux informations et documents fournis par le demandeur à l'Autorité centrale requérante. La demande est transmise par l'Autorité centrale au nom du demandeur et avec son consentement.

Nom : _____ (en majuscules)
Nom du représentant autorisé de l'Autorité centrale

Date : _____
(jj/mm/aaaa)

Informations à divulgation restreinte relatives au demandeur

Demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution
(article 10(1) a) article 10(2) a) article 30)

N.B. L'Autorité centrale requérante estime que les renseignements sous la rubrique 2 d, e, f et g, et 5 de cette page ne peuvent être divulgués ou confirmés pour la sauvegarde de la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne. Conformément à l'article 40(2), une décision en ce sens doit être prise en compte par l'Autorité centrale requise.

1. Numéro de référence du dossier de l'Autorité centrale requérante : _____

2. Renseignements à caractère personnel concernant le demandeur

- a. Nom(s) de famille : _____
- b. Prénom(s) : _____
- c. Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)
- d. Adresse : _____
- e. Numéros de téléphone : _____
- f. Numéro de télécopie : _____
- g. Courriel : _____

5. Paiements

a. Informations concernant les virements électroniques de fonds (le cas échéant)

Nom de la banque : _____
 CNIB : _____
 Code SWIFT : _____
 NCBI : _____
 Numéro de compte : _____
 Nom du détenteur de compte : _____
 Référence : _____

b. Informations concernant les paiements par chèques (le cas échéant)

Chèque libellé au nom de : _____
 Chèque à adresser à : _____
 (adresse) _____
 Référence : _____

Cette demande a été remplie par le demandeur et revue par l'Autorité centrale requérante.

Cette demande satisfait aux exigences de la Convention (article 12(2)). L'information contenue dans cette demande et les documents joints à celle-ci correspondent et sont conformes aux informations et documents fournis par le demandeur à l'Autorité centrale requérante. La demande est transmise par l'Autorité centrale au nom du demandeur et avec son consentement.

Nom : _____ (en majuscules) Date : _____
 Nom du représentant autorisé de l'Autorité centrale (jj/mm/aaaa)

Résumé de la décision

(article 25(3) b))

1. **Nom de l'État d'origine de la décision:** _____
(identifier l'unité territoriale le cas échéant) _____

2. **Autorité compétente délivrant le résumé**
 - 2.1 **Nom :** _____
 - 2.2 **Adresse :** _____

 - 2.3 **Numéro de téléphone :** _____
 - 2.4 **Numéro de télécopie :** _____
 - 2.5 **Courriel :** _____

3. **Décision¹**
 - 3.1 **Type d'autorité :** autorité judiciaire ou autorité administrative²
 - 3.2 **Nom et lieu de l'autorité :** _____
 - 3.3 **(adresse le cas échéant)** _____

 - 3.4 **Date de la décision :** _____ (jj/mm/aaaa)
 - 3.5 **Date de prise d'effet de la décision :** _____ (jj/mm/aaaa)
 - 3.6 **Numéro de référence de la décision :** _____
 - 3.7 **Nom des parties à la décision :** _____

 - 3.8 **La décision résulte d'une** procédure de divorce ou de séparation légale
 procédure d'établissement de filiation
 procédure relative à des aliments
 procédure relative à la responsabilité parentale
 autre : _____

4. **Nom du débiteur :** _____

¹ Pour la définition du terme décision, voir l'article 19(1).

² L'Autorité administrative à laquelle il est fait référence dans ce document remplit les exigences prévues à l'article 19(3).

5. Dispositif de la décision

5.1 Aliments dus à une seule personne ou à un groupe de personnes (veuillez spécifier la devise³ pour chaque montant)

Nom(s) et date(s) de naissance de la (des) personne(s) ayant droit aux aliments, arrérages, et autres paiements

- a. **Nom(s) de famille :** _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)
- b. **Nom(s) de famille :** _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)
- c. **Nom(s) de famille :** _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

5.1.1 Modalités de paiement des aliments

- ⁴ **À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'aliments chaque :**
 semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____
Ce paiement inclut les arrérages paiements rétroactifs d'aliments
 intérêts assurances santé frais de scolarité autres paiements, arrangements ou conditions (veuillez spécifier*) : _____

5.1.2 Dispositif des paiements d'arrérages

- En date du _____ (jj/mm/aaaa), le montant total des arrérages est de _____. À partir du _____ (jj/mm/aaaa) le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'arrérages chaque :**
 semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année paiement unique autre (veuillez préciser) _____

5.1.3 Dispositif des paiements rétroactifs d'aliments

- En date du _____ (jj/mm/aaaa), le montant total des paiements rétroactifs d'aliments est de _____. À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre de paiements rétroactifs d'aliments chaque :**
 semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année paiement unique autre (veuillez préciser) _____

³ La devise devrait être indiquée par l'utilisation du code ISO

⁴ Lorsque différents paiements sont prévus pour différentes périodes prière de reproduire cette information pour ces périodes, étant entendu qu'à chaque nouvelle date de commencement de paiement l'ancien montant est remplacé par le nouveau montant.

* Joindre un extrait de la décision si nécessaire.

5.1.4 Autres paiements prévus dans la décision

- À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'intérêts chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____
- À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'assurance santé chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____
- À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre de frais de scolarité chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____
- À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'autres paiements, arrangements ou conditions (veuillez spécifier*) : _____ chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____

5.1.5 Paiement forfaitaire

Le débiteur doit payer la somme forfaitaire de _____

à échéance du _____ (jj/mm/aaaa)

selon un échéancier (veuillez spécifier) : _____

5.2 Paiements d'aliments pour plus d'une personne sur une base individuelle (veuillez spécifier la devise⁵ pour chaque montant)

a. Nom(s) de famille : _____
 Prénom(s) : _____
 Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

⁶ À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'aliments chaque :

semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois

année autre (veuillez préciser) _____

Ce paiement inclut les arrérages paiements rétroactifs d'aliments

intérêts assurances santé frais de scolarité autres paiements, arrangements ou conditions (veuillez spécifier*) : _____

À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'arrérages chaque :

semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois

année paiement unique autre (veuillez préciser) _____

À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre de paiements rétroactifs d'aliments chaque :

semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois

année paiement unique autre (veuillez préciser) _____

À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'intérêts chaque :

semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois

année autre (veuillez préciser) _____

À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'assurance santé chaque :

semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois

année autre (veuillez préciser) _____

À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre de frais de scolarité chaque :

semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois

année autre (veuillez préciser) _____

À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'autres paiements, arrangements ou conditions (veuillez spécifier*) : _____ chaque :

semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois

année autre (veuillez préciser) _____

Paiement forfaitaire

Le débiteur doit payer la somme forfaitaire de _____

à échéance du _____ (jj/mm/aaaa)

selon un échéancier (veuillez spécifier) : _____

⁵ La devise devrait être indiquée par l'utilisation du code ISO.

⁶ Lorsque différents paiements sont prévus pour différentes périodes prière de reproduire cette information pour ces périodes, étant entendu qu'à chaque nouvelle date de commencement de paiement l'ancien montant est remplacé par le nouveau montant.

* Joindre un extrait de la décision si nécessaire.

b. **Nom(s) de famille :** _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

- ⁷ À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'aliments chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____
- Ce paiement inclut les arrérages paiements rétroactifs d'aliments
 intérêts assurances santé frais de scolarité autres paiements, arrangements ou conditions (veuillez spécifier*) : _____
- À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'arrérages chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année paiement unique autre (veuillez préciser) _____
- À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre de paiements rétroactifs d'aliments chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année paiement unique autre (veuillez préciser) _____
- À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'intérêts chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____
- À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'assurance santé chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____
- À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre de frais de scolarité chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____
- À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'autres paiements, arrangements ou conditions (veuillez spécifier*) : _____ chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____

Paiement forfaitaire

Le débiteur doit payer la somme forfaitaire de _____

à échéance du _____ (jj/mm/aaaa)

selon un échéancier (veuillez spécifier) : _____

⁷ Lorsque différents paiements sont prévus pour différentes périodes prière de reproduire cette information pour ces périodes, étant entendu qu'à chaque nouvelle date de commencement de paiement l'ancien montant est remplacé par le nouveau montant.

* Joindre un extrait de la décision si nécessaire.

c. **Nom(s) de famille :** _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

- ⁸ À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'aliments chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____
- Ce paiement inclut les arrérages paiements rétroactifs d'aliments
 intérêts assurances santé frais de scolarité autres paiements, arrangements ou conditions (veuillez spécifier*) : _____
- À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'arrérages chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année paiement unique autre (veuillez préciser) _____
- À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre de paiements rétroactifs d'aliments chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année paiement unique autre (veuillez préciser) _____
- À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'intérêts chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____
- À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'assurance santé chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____
- À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre de frais de scolarité chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____
- À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'autres paiements, arrangements ou conditions (veuillez spécifier*) : _____ chaque :
- semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____

Paiement forfaitaire

Le débiteur doit payer la somme forfaitaire de _____

à échéance du _____ (jj/mm/aaaa)

selon un échéancier (veuillez spécifier) : _____

⁸ Lorsque différents paiements sont prévus pour différentes périodes prière de reproduire cette information pour ces périodes, étant entendu qu'à chaque nouvelle date de commencement de paiement l'ancien montant est remplacé par le nouveau montant.

* Joindre un extrait de la décision si nécessaire.

5.3 Paiements d'aliments à un organisme public (veuillez spécifier la devise⁹ pour chaque montant)

a. Nom de l'organisme public : _____

b. Nom(s) de famille de la personne à contacter : _____

c. Prénom(s) de la personne à contacter : _____

d. Adresse : _____

e. Numéros de téléphone : _____

f. Numéro de télécopie : _____

g. Courriel : _____

¹⁰ À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'aliments chaque :

semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois

année autre (veuillez préciser) _____

Ce paiement inclut les arrérages paiements rétroactifs d'aliments
 intérêts assurances santé frais de scolarité autres paiements,
arrangements ou conditions (veuillez spécifier*) : _____

À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'arrérages chaque :

semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois

année paiement unique autre (veuillez préciser) _____

À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre de paiements rétroactifs d'aliments chaque :

semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois

année paiement unique autre (veuillez préciser) _____

À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'intérêts chaque :

semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois

année autre (veuillez préciser) _____

À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'assurance santé chaque :

semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois

année autre (veuillez préciser) _____

À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre de frais de scolarité chaque :

semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois

année autre (veuillez préciser) _____

À partir du _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur doit payer la somme de _____ à titre d'autres paiements, arrangements ou conditions (veuillez spécifier*) : _____ chaque :

semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois

année autre (veuillez préciser) _____

Paiement forfaitaire

Le débiteur doit payer la somme forfaitaire de _____

à échéance du _____ (jj/mm/aaaa)

selon un échéancier (veuillez spécifier) : _____

⁹ La devise devrait être indiquée par l'utilisation du code ISO

¹⁰ Lorsque différents paiements sont prévus pour différentes périodes prière de reproduire cette information pour ces périodes, étant entendu qu'à chaque nouvelle date de commencement de paiement l'ancien montant est remplacé par le nouveau montant.

* Joindre un extrait de la décision si nécessaire.

6. Indexation des aliments

- La décision est silencieuse au sujet de l'indexation
 - Les aliments sont indexés de plein droit.
 - Les aliments doivent être indexés chaque année de _____ %
 - Les aliments doivent être indexés de la façon suivante : _____
-

7. Intérêts en cas de retard de paiements

- La décision est silencieuse au sujet des intérêts en cas de retard de paiement
- Les intérêts en cas de retard de paiements sont prévus de plein droit.
- Les sommes dues produisent des intérêts en cas de retard de paiement au taux suivant _____ % par mois 3 mois 6 mois année
- Les intérêts sont : simples ou composés

8. Effet de la décision

Cette décision demeure exécutoire :

- jusqu'au moment où l'(es) enfant(s) atteindra(ont) l'âge de : _____
- jusqu'au moment où l'(es) enfant(s) sera(ont) indépendant(s)
- jusqu'au moment où l'(es) enfant(s) terminera(ont) sa (leur) formation (veuillez spécifier) :
 - École secondaire Lycée Autre : _____
 - Collège Université _____
- jusqu'au moment où le créancier sera indépendant
- à moins qu'elle ne soit modifiée ou interrompue par une autre décision ou en vertu de la loi
- autre : _____

9. Frais et dépens

- La décision est silencieuse au sujet des frais et dépens
 - Le débiteur est condamné à payer les frais et dépens
 - Le créancier est condamné à payer les frais et dépens
 - Les frais et dépens sont de : _____ (veuillez spécifier la devise¹¹)
- Ce résumé reflète fidèlement le contenu de la décision, décrite au point 3 ci-dessus, en ce qui concerne les aliments pour les personnes spécifiées aux points 5.1. and 5.2. a, b and c ci-dessus.

Nom : _____ (en majuscules) Date : _____
Nom du fonctionnaire de l'autorité compétente de l'État d'origine (jj/mm/aaaa)

- Ce résumé a été rempli par le fonctionnaire de l'autorité compétente de l'État d'origine dont le nom apparaît ci-dessus et est transmis par l'Autorité centrale requérante.

Nom : _____ (en majuscules) Date : _____
Nom du représentant autorisé de l'Autorité centrale (jj/mm/aaaa)

Numéro de référence de l'Autorité centrale requérante : _____
(pour les fins des Autorités centrales seulement)

¹¹ La devise devrait être indiquée par l'utilisation du code ISO.

Attestation du caractère exécutoire de la décision (article 25(1) b))

1. **Nom de l'État d'origine de la décision:** _____
(identifier l'unité territoriale le cas échéant) _____

2. **Autorité compétente délivrant le document**

2.1 **Nom :** _____

2.2 **Adresse :** _____

2.3 **Numéro de téléphone :** _____

2.4 **Numéro de télécopie :** _____

2.5 **Courriel :** _____

3. **Décision¹**

3.1 **Type d'autorité :** **autorité judiciaire** ou **autorité administrative²**

3.2 **Nom et lieu de l'autorité :** _____

3.3 **(adresse le cas échéant)** _____

3.4 **Date de la décision :** _____ (jj/mm/aaaa)

3.5 **Date de prise d'effet de la décision :** _____ (jj/mm/aaaa)

3.6 **Numéro de référence de la décision :** _____

3.7 **Nom des parties à la décision :** _____

4. **La décision est exécutoire dans l'État d'origine.**

Nom : _____ (en majuscules) **Date :** _____

Nom du fonctionnaire de l'autorité compétente de l'État d'origine (jj/mm/aaaa)

Ce document attestant du caractère exécutoire de la décision a été rempli par le fonctionnaire de l'autorité compétente de l'État d'origine dont le nom figure ci-dessus et est transmis par l'Autorité centrale requérante.

Nom : _____ (en majuscules) **Date :** _____

Nom du représentant autorisé de l'Autorité centrale (jj/mm/aaaa)

Numéro de référence de l'Autorité centrale requérante : _____
(pour les fins des Autorités centrales seulement)

¹ Pour la définition du terme décision, voir l'article 19(1).

² L'Autorité administrative à laquelle il est fait référence dans ce document remplit les exigences prévues à l'article 19(3).

Attestation de notification¹

(article 25(1) c))

1. **Nom de l'État d'origine de la décision:** _____
(identifier l'unité territoriale le cas échéant) _____
2. **Autorité compétente délivrant le document**
- 2.1 **Nom :** _____
- 2.2 **Adresse :** _____

- 2.3 **Numéro de téléphone :** _____
- 2.4 **Numéro de télécopie :** _____
- 2.5 **Courriel :** _____
3. **Décision²**
- 3.1 **Type d'autorité :** **autorité judiciaire** ou **autorité administrative³**
- 3.2 **Nom et lieu de l'autorité :** _____
- 3.3 **(adresse le cas échéant)** _____

- 3.4 **Date de la décision :** _____ **(jj/mm/aaaa)**
- 3.5 **Date de prise d'effet de la décision :** _____ **(jj/mm/aaaa)**
- 3.6 **Numéro de référence de la décision :** _____
- 3.7 **Nom des parties à la décision :** _____

4. **Nom du défendeur :** _____

¹ Un Document attestant de la notification doit être fourni si le défendeur n'a ni comparu, ni été représenté dans la procédure de l'État d'origine.

² Pour la définition du terme décision, voir l'article 19(1) de la Convention.

³ L'Autorité administrative à laquelle il est fait référence dans ce document remplit les exigences prévues à l'article 19(3).

5. Notification du défendeur

- Le défendeur a été dûment avisé de la procédure et a eu la possibilité de se faire entendre (Attestation de signification ou de notification jointe, le cas échéant)*
- Le défendeur a été dûment avisé de la décision et a eu la possibilité de la contester ou de former un recours en appel en fait et en droit (Attestation de signification ou de notification jointe, le cas échéant)

Nom : _____ (en majuscules) Date : _____
Nom du fonctionnaire de l'autorité compétente de l'État d'origine (jj/mm/aaaa)

- Cette attestation de notification a été remplie par le fonctionnaire de l'autorité compétente de l'État d'origine dont le nom figure ci-dessus et est transmis par l'Autorité centrale requérante.

Nom : _____ (en majuscules) Date : _____
Nom du représentant autorisé de l'Autorité centrale (jj/mm/aaaa)

Numéro de référence de l'Autorité centrale requérante : _____
(pour les fins des Autorités centrales seulement)

* Par exemple, une attestation délivrée en application du droit interne ou, si approprié, un certificat délivré en application d'un instrument international.

Rapport sur l'état d'avancement – article 12¹

(Demande de reconnaissance ou reconnaissance et d'exécution
(article 10(1) a) article 10(2) a) article 30))

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ ET DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les données à caractère personnel recueillies ou transmises en application de la Convention ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été recueillies ou transmises. Toute autorité traitant de tels renseignements en assure la confidentialité conformément à la loi de son État.

Une Autorité ne peut divulguer ou confirmer des renseignements recueillis ou transmis en application de la présente Convention si elle juge que ce faisant la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne pourrait être compromise, conformément à l'article 40.

Une décision de non-divulgaration a été prise par l'Autorité centrale conformément à l'article 40.

1. Autorité centrale requise	2. Personne à contacter dans l'État requis
a. Adresse	a. Adresse (si différente)
b. Numéro de téléphone	b. Numéro de téléphone (si différent)
c. Numéro de télécopie	c. Numéro de télécopie (si différent)
d. Courriel	d. Courriel (si différent)
e. Numéro de référence	e. Langue(s)
<input type="checkbox"/> Premier Rapport / <input type="checkbox"/> Rapport suivant – Date du dernier Rapport : _____ (jj/mm/aaaa)	

3. Identification du dossier

a. Numéro de référence du dossier de l'Autorité centrale requérante : _____

b. Nom(s) de famille du demandeur : _____

ou

b. Nom de l'organisme public : _____

et

c. Nom(s) de famille de la (les) personne(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus _____

d. Nom(s) de famille du débiteur : _____

¹ Le Rapport sur l'état d'avancement peut être utilisé pour les fins de l'article 12(3), (4) et (5). Si le Rapport est utilisé pour fin de mise à jour, n'indiquer que les informations additionnelles n'apparaissant pas dans les rapports précédents.

4. **État d'avancement de la demande dans l'État requis**

- a. Le _____ (jj/mm/aaaa), l'autorité compétente a déclaré la décision exécutoire ou a enregistré la décision aux fins d'exécution (déclaration ou enregistrement joint, uniquement à titre d'information ; la déclaration ou l'enregistrement a été notifié au demandeur ; la déclaration ou l'enregistrement sera notifié au demandeur).
- b. Au plus tard le _____ (jj/mm/aaaa), l'autorité compétente doit statuer sur le caractère exécutoire de la décision ou son enregistrement aux fins d'exécution.
- c. Le _____ (jj/mm/aaaa), le défendeur a contesté ou interjeté un appel à l'encontre de la déclaration ou de l'enregistrement de la décision aux fins d'exécution.
- d. Le _____ (jj/mm/aaaa), l'autorité compétente a rendu une décision refusant la reconnaissance et l'exécution (décision jointe, uniquement à titre d'information ; la décision a été notifiée au demandeur ; la décision sera notifiée au demandeur).
- e. Le _____ (jj/mm/aaaa), l'autorité compétente a refusé la reconnaissance et l'exécution en raison d'une réserve faite en application de l'article 20(2). Le _____ (jj/mm/aaaa), une décision a été rendue en faveur du créancier en application de l'article 20(4).
- f. Le _____ (jj/mm/aaaa), le défendeur a formé un appel subséquent.
- g. Le _____ (jj/mm/aaaa), la demande / décision a été transmise à l'autorité chargée de son exécution.
- h. La demande est toujours pendante devant l'Autorité centrale.
- i. La demande / décision a été acheminée à l'autorité chargée de son exécution et l'exécution est impossible dans un proche avenir car
 - le débiteur est sans ressources
 - le débiteur est incarcéré
 - Autre: _____.

5. Les mesures suivantes ont été prises (passé) :

- a. Débiteur / créancier localisé
- b. Paiement volontaire assuré (aucune mesure d'exécution n'a été nécessaire)
- c. Informations relatives à la situation financière du débiteur recueillies
- d. Biens du débiteur localisés
- e. Mesures d'exécution et autres mesures entreprises
 - Mesures provisoires
 - Saisie des salaires
 - Saisies-arrêts sur comptes bancaires
 - Retenues sur les prestations de sécurité sociale
 - Gage sur les biens ou vente forcée
 - Saisie de remboursements d'impôt
 - Retenue ou saisie des pensions de retraite
 - Signalement aux organismes de crédit
 - Refus de délivrance, suspension ou révocation de permis ou passeport
 - Médiation, conciliation et autres modes alternatifs de résolution des différends
 - Saisie des gains de loteries ou de jeux
 - Interdiction de sortir de l'État requis
 - Incarcération
 - Autre: _____
- f. Paiements assurés (des mesures d'exécution ont été nécessaires)

Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille

- g. État des paiements effectués par le débiteur en date du _____
(jj/mm/aaaa) joint
- h. Autre: _____
6. Les mesures suivantes sont en cours (présent) :
- a. Localiser le débiteur / créancier
- b. Assurer un paiement volontaire (aucune mesure d'exécution n'est nécessaire)
- c. Recueillir les informations relatives à la situation financière du débiteur
- d. Localiser les biens du débiteur
- e. Entreprendre les mesures d'exécution
- f. Assurer les paiements (des mesures d'exécution sont nécessaires)
- g. Autre: _____
7. Les mesures suivantes seront prises (futur) :
- a. Localiser le débiteur / créancier
- b. Assurer un paiement volontaire (aucune mesure d'exécution ne sera nécessaire)
- c. Recueillir les informations relatives à la situation financière du débiteur
- d. Localiser les biens du débiteur
- e. Entreprendre les mesures d'exécution
- f. Assurer les paiements (des mesures d'exécution seront nécessaires)
- g. Autre: _____
8. Veuillez fournir ces informations et / ou ces documents supplémentaires :

9. La demande a été examinée par l'autorité compétente et est renvoyée car la déclaration ou l'enregistrement a été refusé pour le motif que la reconnaissance et l'exécution de la décision sont manifestement incompatibles avec l'ordre public de l'État requis.²
10. Une contestation ou un recours en appel a été formé sur les motifs suivants :
- a. Il n'y a aucune base de reconnaissance et d'exécution en vertu de l'article 20
- b. La reconnaissance et l'exécution de la décision sont manifestement incompatibles avec l'ordre public de l'État requis
- c. La décision résulte d'une fraude commise dans le cadre de la procédure
- d. Un litige entre les mêmes parties et ayant le même objet est pendant devant une autorité de l'État requis, première saisie
- e. La décision est incompatible avec une décision rendue entre les mêmes parties et ayant le même objet, soit dans l'État requis, soit dans un autre État lorsque, dans ce dernier cas, elle remplit les conditions nécessaires à sa reconnaissance et à son exécution dans l'État requis
- f. Dans les cas où le défendeur n'a ni comparu, ni été représenté dans les procédures dans l'État d'origine, le défendeur n'a pas été dûment avisé de la procédure et n'a pas eu la possibilité de se faire entendre ; et n'a pas été dûment avisé de la décision et n'a pas eu la possibilité de la contester en fait et en droit

² Ce point est limité au contrôle d'office en vertu de l'article 23. Des motifs additionnels devraient être ajoutés à cette liste pour les fins de la révision d'office en vertu de l'article 24.

- 24 *Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille*
- g. La décision a été rendue en violation de l'article 18
 - h. L'authenticité ou l'intégrité d'un document transmis conformément à l'article 25(1) a), b) ou d), ou (3) b).
 - i. La dette concernant les paiements échus a été payée.
11. L'Autorité centrale requise a refusé de traiter la demande pour la (les) raison(s) suivante(s) :
- a. L'Autorité centrale requérante n'a pas produit les documents ou les informations supplémentaires dans le délai imparti à l'article 12(9)
 - b. Les conditions requises par la Convention ne sont manifestement pas remplies (les motifs sont joints)

Nom : _____ (en majuscules)

Date : _____

Nom du représentant autorisé de l'Autorité centrale requise

(jj/mm/aaaa)

Annexe B

**Demande d'exécution d'une décision rendue ou reconnue
dans l'État requis
(art. 10(1) *b*)**

Rapport sur l'état d'avancement – article 12

*** * ***

Annex B

**Application for Enforcement of a Decision Made or Recognised
in the Requested State
(Art. 10(1) *b*)**

Status of Application Report – Article 12

Demande d'exécution d'une décision rendue ou reconnue dans l'État requis (article 10(1) b))

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ ET DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les données à caractère personnel recueillies ou transmises en application de la Convention ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été recueillies ou transmises. Toute autorité traitant de tels renseignements en assure la confidentialité conformément à la loi de son État.

Une Autorité ne peut divulguer ou confirmer des renseignements recueillis ou transmis en application de la présente Convention si elle juge que ce faisant la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne pourrait être compromise, conformément à l'article 40.

Une décision de non-divulgation a été prise par l'Autorité centrale conformément à l'article 40. Si cette case est cochée, les informations demandées aux points 2 d, e, f et g et 5 devront être fournies seulement à la page Informations à divulgation restreinte relatives au demandeur du présent formulaire.

1. Numéro de référence du dossier de l'Autorité centrale requérante : _____

2. Renseignements à caractère personnel concernant le demandeur

a. Nom(s) de famille : _____

b. Prénom(s) : _____

c. Date de naissance¹ : _____ (jj/mm/aaaa)

ou

a. Nom de l'organisme public : _____

b. Nom(s) de famille de la personne à contacter : _____

c. Prénom(s) de la personne à contacter : _____

et

d. Adresse : _____

e. Numéros de téléphone : _____

f. Numéro de télécopie : _____

g. Courriel : _____

3. Renseignements à caractère personnel concernant la (les) personne(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus

3.1 Des aliments sont demandés ou dus pour le demandeur identifié ci-dessus

Aliments découlant d'une relation de :

filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent

mariage relation analogue au mariage

lien d'alliance (préciser le lien) : _____

grand-parent fratrie petit-enfant

autre : _____

¹ Il n'est pas nécessaire d'indiquer la date de naissance pour le représentant.

Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille

3.2 Des aliments sont demandés ou dus pour le(s) enfant(s) identifié(s) ci-dessous

a. **Nom(s) de famille :** _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

Aliments découlant d'une relation de :

filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent

b. **Nom(s) de famille :** _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

Aliments découlant d'une relation de :

filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent

c. **Nom(s) de famille :** _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

Aliments découlant d'une relation de :

filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent

3.3 Des aliments sont demandés ou dus pour la personne identifiée ci-dessous

Nom(s) de famille : _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

Aliments découlant d'une relation de :

mariage relation analogue au mariage

lien d'alliance (préciser le lien) : _____

grand-parent fratrie petit-enfant

autre : _____

3.4 Des aliments sont demandés ou dus pour d'autres enfants ou d'autres personnes, des renseignements à caractère personnel supplémentaires sont annexés

4. Renseignements à caractère personnel du débiteur (s'ils sont connus) (défendeur)

a. **Nom(s) de famille :** _____
b. **Prénom(s) :** _____
c. **Date de naissance :** _____ (jj/mm/aaaa)

d. **Numéro d'identification personnel :** _____
(y compris le nom du pays ou de l'unité territoriale ayant délivré le numéro)

e. **Adresse personnelle :** _____

f. **Adresse postale :** _____

g. **Toute autre information permettant de localiser le débiteur**

5. Paiements

a. Informations concernant les virements électroniques de fonds (le cas échéant)

Nom de la banque : _____

CNIB² : _____

Code SWIFT : _____

NCBI³ : _____

Numéro de compte : _____

Nom du détenteur de compte : _____

Référence⁴ : _____

b. Informations concernant les paiements par chèques (le cas échéant)

Chèque libellé au nom de : _____

Chèque à adresser à : _____

(adresse) _____

Référence³ : _____

6. Décision rendue dans l'État requis

6.1 Type d'autorité : autorité judiciaire ou autorité administrative

6.2 Nom et Lieu de l'autorité : _____

6.3 (adresse le cas échéant) _____

6.4 Date de la décision : _____ (jj/mm/aaaa)

6.5 Date de prise d'effet de la décision : _____ (jj/mm/aaaa)

6.6 Numéro de référence de la décision : _____

6.7 Nom des parties : _____

7. Le(s) document(s) suivant(s) se trouve(nt) en annexe à cette demande

- Décision rendue dans l'État requis**
- Décision (ou enregistrement) rendue dans l'État requis reconnaissant la décision d'un autre État**
- Décision de l'État d'origine (autre État)**
- État des arrérages**
- Formulaire relatif à la situation financière**

² Code national d'identification de la banque.

³ Numéro de compte bancaire international.

⁴ Lorsque nécessaire afin de compléter le paiement.

29 *Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille*

8. **La demande portant sur le recouvrement d'aliments autres que des obligations alimentaires découlant d'une relation parent-enfant envers une personne âgée de moins de 21 ans, le demandeur (créancier) a bénéficié de l'assistance juridique gratuite dans l'État d'origine (articles 17 et 25(1) f)**

9. **Autres informations :** _____

10. **Attestations**

Cette demande a été remplie par le demandeur et revue par l'Autorité centrale requérante

Cette demande satisfait aux exigences de la Convention (article 12(2)). L'information contenue dans cette demande et les documents joints à celle-ci correspondent et sont conformes aux informations et documents fournis par le demandeur à l'Autorité centrale requérante. La demande est transmise par l'Autorité centrale au nom du demandeur et avec son consentement

Nom : _____ (en majuscules)
Représentant autorisé de l'Autorité centrale

Date : _____
(jj/mm/aaaa)

Informations à divulgation restreinte relatives au demandeur

**Demande d'exécution d'une décision rendue ou reconnue dans l'État requis
(article 10(1) b))**

N.B. L'Autorité centrale requérante estime que les renseignements sous la rubrique 2 d, e, f et g, et 5 de cette page ne peuvent être divulgués ou confirmés pour la sauvegarde de la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne. Conformément à l'article 40(2), une décision en ce sens doit être prise en compte par l'Autorité centrale requise.

1. Numéro de référence du dossier de l'Autorité centrale requérante : _____

2. **Renseignements à caractère personnel concernant le demandeur**

a. Nom(s) de famille : _____

b. Prénom(s) : _____

c. Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

d. Adresse : _____

e. Numéros de téléphone : _____

f. Numéro de télécopie : _____

g. Courriel : _____

5. **Paiements**

a. **Informations concernant les virements électroniques de fonds (le cas échéant)**

Nom de la banque : _____

CNIB : _____

Code SWIFT : _____

NCBI : _____

Numéro de compte : _____

Nom du détenteur de compte : _____

Référence : _____

b. **Informations concernant les paiements par chèques (le cas échéant)**

Chèque libellé au nom de : _____

Chèque à adresser à : _____

(adresse) _____

Référence : _____

Cette demande a été remplie par le demandeur et revue par l'Autorité centrale requérante

Cette demande satisfait aux exigences de la Convention (article 12(2)). L'information contenue dans cette demande et les documents joints à celle-ci correspondent et sont conformes aux informations et documents fournis par le demandeur à l'Autorité centrale requérante. La demande est transmise par l'Autorité centrale au nom du demandeur et avec son consentement

Nom : _____ (en majuscules)

Date : _____

Nom du représentant autorisé de l'Autorité centrale

(jj/mm/aaaa)

Rapport sur l'état d'avancement – article 12¹

(Demande d'exécution – article 10(1) b))

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ ET DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les données à caractère personnel recueillies ou transmises en application de la Convention ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été recueillies ou transmises. Toute autorité traitant de tels renseignements en assure la confidentialité conformément à la loi de son État.

Une Autorité ne peut divulguer ou confirmer des renseignements recueillis ou transmis en application de la présente Convention si elle juge que ce faisant la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne pourrait être compromise, conformément à l'article 40.

Une décision de non-divulgaration a été prise par l'Autorité centrale conformément à l'article 40.

1. Autorité centrale requise	2. Personne à contacter dans l'État requis
a. Adresse	a. Adresse (si différente)
b. Numéro de téléphone	b. Numéro de téléphone (si différent)
c. Numéro de télécopie	c. Numéro de télécopie (si différent)
d. Courriel	d. Courriel (si différent)
e. Numéro de référence	e. Langue(s)
<input type="checkbox"/> Premier Rapport / <input type="checkbox"/> Rapport suivant – Date du dernier Rapport : _____ (jj/mm/aaaa)	

3. Identification du dossier

a. Numéro de référence du dossier de l'Autorité centrale requérante : _____

b. Nom(s) de famille du demandeur : _____

c. Nom(s) de famille de la (les) personne(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus _____

d. Nom(s) de famille du débiteur : _____

4. État d'avancement de la demande dans l'État requis

a. Le _____ (jj/mm/aaaa), la demande a été acheminée à l'autorité compétente chargée de son exécution (nom) _____ (adresse) _____ (numéro de référence) _____

¹ Le Rapport sur l'état d'avancement peut être utilisé pour les fins de l'article 12(3), (4) et (5). Si le Rapport est utilisé pour fin de mise à jour, n'indiquer que les informations additionnelles n'apparaissant pas dans les rapports précédents.

Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille

- b. Le _____ (jj/mm/aaaa), l'autorité compétente a rendu une décision permettant l'exécution (décision jointe, uniquement à titre d'information ; la décision a été notifiée ou communiquée au demandeur (Attestation de signification ou de notification* jointe, le cas échéant) ; la décision sera notifiée ou communiquée au demandeur)
- c. Le _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur a contesté ou interjeté un appel à l'encontre de l'exécution
- d. Le _____ (jj/mm/aaaa), l'autorité compétente a rendu une décision refusant l'exécution (décision jointe, uniquement à titre d'information ; la décision a été notifiée ou communiquée au demandeur (Attestation de signification ou de notification* jointe, le cas échéant) ; la décision sera notifiée ou communiquée au demandeur)
- e. La demande est toujours pendante devant l'Autorité centrale
- f. La demande d'exécution a été acheminée à l'autorité chargée de son exécution et l'exécution est impossible dans un proche avenir car
- le débiteur est sans ressources
 - le débiteur est incarcéré
 - Autre: _____
5. Les mesures suivantes ont été prises (passé) :
- a. Débiteur localisé
 - b. Paiement volontaire assuré (aucune mesure d'exécution n'a été nécessaire)
 - c. Informations relatives à la situation financière du débiteur recueillies
 - d. Biens du débiteur localisés
 - e. Mesures d'exécution et autres mesures entreprises
 - Mesures provisoires
 - Saisie des salaires
 - Saisies-arrêts sur comptes bancaires
 - Retenues sur les prestations de sécurité sociale
 - Gage sur les biens ou vente forcée
 - Saisie de remboursements d'impôt
 - Retenue ou saisie des pensions de retraite
 - Signalement aux organismes de crédit
 - Refus de délivrance, suspension ou révocation de permis ou passeport
 - Médiation, conciliation et autres modes alternatifs de résolution des différends
 - Saisie des gains de loteries ou de jeux
 - Interdiction de sortir de l'État requis
 - Incarcération
 - Autre: _____
 - f. Paiements assurés (des mesures d'exécution ont été nécessaires)
 - g. État des paiements effectués par le débiteur en date du _____ (jj/mm/aaaa) joint
 - h. Autre: _____
6. Les mesures suivantes sont en cours (présent) :
- a. Localiser le débiteur
 - b. Assurer un paiement volontaire (aucune mesure d'exécution n'est nécessaire)
 - c. Recueillir les informations relatives à la situation financière du débiteur

* Par exemple, une attestation délivrée en application du droit interne ou, si approprié, un certificat délivré en application d'un instrument international.

Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille

- d. Localiser les biens du débiteur
- e. Entreprendre les mesures d'exécution
- f. Assurer les paiements (des mesures d'exécution sont nécessaires)
- g. Autre: _____
7. Les mesures suivantes seront prises (futur) :
- a. Localiser le débiteur
- b. Assurer un paiement volontaire (aucune mesure d'exécution ne sera nécessaire)
- c. Recueillir les informations relatives à la situation financière du débiteur
- d. Localiser les biens du débiteur
- e. Entreprendre les mesures d'exécution
- f. Assurer les paiements (des mesures d'exécution seront nécessaires)
- g. Autre: _____
8. Veuillez fournir ces informations et / ou ces documents supplémentaires :

9. L'Autorité centrale requise a refusé de traiter la demande pour la (les) raison(s) suivante(s) :
- a. L'Autorité centrale requérante n'a pas produit les documents ou les informations supplémentaires dans le délai imparti à l'article 12(9)
- b. Les conditions requises par la Convention ne sont manifestement pas remplies (les motifs sont joints à ce Rapport)
10. L'autorité compétente refuse d'exécuter la décision pour la (les) raison(s) suivante(s) :
- a. Les conditions requises par la Convention ne sont pas remplies
- b. Le débiteur n'a pas été localisé dans l'État requis
- c. La décision n'a pas été reconnue dans l'État requis
- d. La décision n'est plus exécutoire
- e. La décision est incompatible avec une décision postérieure
- f. La décision a été modifiée
- g. Autre : _____

Nom : _____ (en majuscules)

Date : _____

Nom du représentant de l'Autorité centrale

(jj/mm/aaaa)

Annexe C

**Demande d'obtention d'une décision
(art. 10(1) *c*) et *d*)**

Rapport sur l'état d'avancement – article 12

*** * ***

Annex C

**Application for Establishment of a Decision
(Art. 10(1) *c*) and *d*)**

Status of Application Report – Article 12

Demande d'obtention d'une décision
(y compris l'établissement de la filiation si nécessaire)
 article 10(1) c) article 10(1) d))

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ ET DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les données à caractère personnel recueillies ou transmises en application de la Convention ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été recueillies ou transmises. Toute autorité traitant de tels renseignements en assure la confidentialité conformément à la loi de son État.

Une Autorité ne peut divulguer ou confirmer des renseignements recueillis ou transmis en application de la présente Convention si elle juge que ce faisant la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne pourrait être compromise, conformément à l'article 40.

Une décision de non-divulgaration a été prise par l'Autorité centrale conformément à l'article 40. Si cette case est cochée, les informations demandées aux points 2 d, e, f et g et 5 devront être fournies seulement à la page Informations à divulgation restreinte relatives au demandeur du présent formulaire.

1. Numéro de référence du dossier de l'Autorité centrale requérante : _____

2. Renseignements à caractère personnel concernant le demandeur

a. Nom(s) de famille : _____

b. Prénom(s) : _____

c. Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

d. Adresse : _____

e. Numéros de téléphone : _____

f. Numéro de télécopie : _____

g. Courriel : _____

3. Renseignements à caractère personnel concernant la (les) personne(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus

3.1 Des aliments sont demandés ou dus pour le demandeur identifié ci-dessus

La filiation est établie ou présumée

Aliments découlant d'une relation de :

filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent

mariage relation analogue au mariage

lien d'alliance (préciser le lien) : _____

grand-parent fratrie petit-enfant

autre : _____

3.2 Des aliments sont demandés ou dus pour le(s) enfant(s) identifié(s) ci-dessous

a. Nom(s) de famille : _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

La filiation est établie ou présumée

Aliments découlant d'une relation de :

filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent

b. Nom(s) de famille : _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

La filiation est établie ou présumée

Aliments découlant d'une relation de :

filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent

c. Nom(s) de famille : _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

La filiation est établie ou présumée

Aliments découlant d'une relation de :

filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent

3.3 Des aliments sont demandés ou dus pour la personne identifiée ci-dessous

Nom(s) de famille : _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

Aliments découlant d'une relation de :

mariage relation analogue au mariage
 lien d'alliance (préciser le lien) : _____
 grand-parent fratrie petit-enfant
 autre : _____

3.4 Des aliments sont demandés ou dus pour d'autres enfants ou d'autres personnes, des renseignements à caractère personnel supplémentaires sont annexés

4. Renseignements à caractère personnel du débiteur (s'ils sont connus) (défendeur)

a. Nom(s) de famille : _____
b. Prénom(s) : _____
c. Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)
d. Numéro d'identification personnel : _____
(y compris le nom du pays ou de l'unité territoriale ayant délivré le numéro)
e. Adresse personnelle : _____

f. Adresse postale : _____

g. Toute autre information permettant de localiser le débiteur

5. Paiements

a. Informations concernant les virements électroniques de fonds (le cas échéant)

Nom de la banque : _____

CNIB¹ : _____

Code SWIFT : _____

NCBI² : _____

Numéro de compte : _____

Nom du détenteur de compte : _____

Référence³ : _____

b. Informations concernant les paiements par chèque (le cas échéant)

Chèque libellé au nom de : _____

Chèque à adresser à : _____

(adresse) _____

Référence³ : _____

6. Cette demande est présentée aux fins d'obtention d'une décision dans l'État requis :

- a. lorsqu'il n'existe aucune décision (article 10(1) c))
- b. lorsque la reconnaissance et l'exécution d'une décision n'est pas possible ou est refusée en raison de l'absence d'une base de reconnaissance et d'exécution en vertu de l'article 20 ou sur le fondement de l'article 22 b) ou e) (article 10(1) d))

7. Montant des aliments demandés par le demandeur⁴ (veuillez spécifier la devise⁵ pour chaque montant)

Aliments

Veuillez préciser le montant : _____

Fréquence des paiements, veuillez préciser :

semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois

année autre (veuillez préciser) _____

Paiement rétroactif d'aliments

Veuillez préciser la date depuis laquelle le paiement rétroactif des aliments est demandé : _____ (jj/mm/aaaa)

Veuillez préciser le montant : _____

Fréquence des paiements, veuillez préciser :

semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois

année paiement unique autre (veuillez préciser) _____

¹ Code national d'identification de la banque.

² Numéro de compte bancaire international.

³ Lorsque nécessaire afin de compléter le paiement.

⁴ Uniquement si ces informations sont exigées par l'État requis.

⁵ La devise devrait être indiquée par l'utilisation du code ISO.

Autres paiements, dispositions ou conditions

Veillez préciser : _____

Veillez préciser le nouveau montant : _____

Fréquence des paiements, veuillez préciser :

semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois

année autre (veuillez préciser) _____

8. Le(s) document(s) suivant(s) se trouve(nt) en annexe afin de compléter la demande :

- Acte de naissance ou équivalent
- Reconnaissance de filiation par le débiteur
- Déclaration formelle fournissant une preuve concernant la filiation
- Décision d'une autorité compétente relative à la filiation
- Résultats de tests génétiques
- Certificat d'adoption
- Certificat de mariage ou relation équivalent et date de divorce / séparation
- Déclaration formelle fournissant une preuve concernant la résidence commune des parties
- Accord des parties relatif aux aliments
- Preuve d'inscription dans un établissement d'enseignement secondaire ou post-secondaire
- Preuve d'incapacité
- Formulaire relatif à la situation financière
- État des arriérés ou historique des paiements
- La loi applicable n'est pas celle du tribunal saisi (document joint, le cas échéant)
- Autres preuves admises en vertu de la loi de l'État requis
- Décision de l'État requis refusant la reconnaissance et l'exécution

9. Prière d'initier les mesures d'exécution une fois la décision établie

10. Autres informations : _____

11. Attestations

Cette demande a été remplie par le demandeur et revue par l'Autorité centrale requérante.

Cette demande satisfait aux exigences de la Convention (article 12(2)). L'information contenue dans cette demande et les documents joints à celle-ci correspondent et sont conformes aux informations et documents fournis par le demandeur à l'Autorité centrale requérante. La demande est transmise par l'Autorité centrale au nom du demandeur et avec son consentement.

Nom : _____ (en majuscules)

Date : _____

Nom du représentant autorisé de l'Autorité centrale

(jj/mm/aaaa)

Informations à divulgation restreinte relatives au demandeur

Demande d'obtention d'une décision
 (y compris l'établissement de la filiation si nécessaire)
 article 10(1) c) article 10(1) d))

N.B. L'Autorité centrale requérante estime que les renseignements sous la rubrique 2 d, e, f et g, et 5 de cette page ne peuvent être divulgués ou confirmés pour la sauvegarde de la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne. Conformément à l'article 40(2), une décision en ce sens doit être prise en compte par l'Autorité centrale requise.

1. Numéro de référence du dossier de l'Autorité centrale requérante : _____

2. **Renseignements à caractère personnel concernant le demandeur**

- a. Nom(s) de famille : _____
- b. Prénom(s) : _____
- c. Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)
- d. Adresse : _____
- e. Numéros de téléphone : _____
- f. Numéro de télécopie : _____
- g. Courriel : _____

5. **Paiements**

a. **Informations concernant les virements électroniques de fonds (le cas échéant)**

Nom de la banque : _____

CNIB : _____

Code SWIFT : _____

NCBI : _____

Numéro de compte : _____

Nom du détenteur de compte : _____

Référence : _____

b. **Informations concernant les paiements par chèques (le cas échéant)**

Chèque libellé au nom de : _____

Chèque à adresser à : _____

(adresse) _____

Référence : _____

Cette demande a été remplie par le demandeur et revue par l'Autorité centrale requérante

Cette demande satisfait aux exigences de la Convention (article 12(2)). L'information contenue dans cette demande et les documents joints à celle-ci correspondent et sont conformes aux informations et documents fournis par le demandeur à l'Autorité centrale requérante. La demande est transmise par l'Autorité centrale au nom du demandeur et avec son consentement

Nom : _____ (en majuscules) Date : _____

Nom du représentant autorisé de l'Autorité centrale (jj/mm/aaaa)

Rapport sur l'état d'avancement – article 12¹ (Demande d'obtention d'une décision (article 10(1) c) article 10(1) d))

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ ET DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les données à caractère personnel recueillies ou transmises en application de la Convention ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été recueillies ou transmises. Toute autorité traitant de tels renseignements en assure la confidentialité conformément à la loi de son État.

Une Autorité ne peut divulguer ou confirmer des renseignements recueillis ou transmis en application de la présente Convention si elle juge que ce faisant la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne pourrait être compromise, conformément à l'article 40.

Une décision de non-divulgaration a été prise par l'Autorité centrale conformément à l'article 40.

1. Autorité centrale requise	2. Personne à contacter dans l'État requis
a. Adresse	a. Adresse (si différente)
b. Numéro de téléphone	b. Numéro de téléphone (si différent)
c. Numéro de télécopie	c. Numéro de télécopie (si différent)
d. Courriel	d. Courriel (si différent)
e. Numéro de référence	e. Langue(s)
<input type="checkbox"/> Premier Rapport / <input type="checkbox"/> Rapport suivant – Date du dernier Rapport : _____ (jj/mm/aaaa)	

3. Identification du dossier

a. Numéro de référence du dossier de l'Autorité centrale requérante : _____

b. Nom(s) de famille du demandeur : _____

**c. Nom(s) de famille de la (les) personne(s) pour
qui des aliments sont demandés ou dus** _____

d. Nom(s) de famille du débiteur : _____

¹ Le Rapport sur l'état d'avancement peut être utilisé pour les fins de l'article 12(3), (4) et (5). Si le Rapport est utilisé pour fin de mise à jour, n'indiquer que les informations additionnelles n'apparaissant pas dans les rapports précédents.

4. État d'avancement de la demande

4.1 État d'avancement de la demande d'obtention d'une décision en matière d'aliments dans l'État requis

- a. Le _____ (jj/mm/aaaa), la demande d'obtention d'une décision en matière d'aliments a été transmise à l'autorité compétente pour prise de décision (nom) _____ (adresse) _____
(numéro de référence) _____
- b. Au plus tard le _____ (jj/mm/aaaa), il est prévu que l'autorité compétente rendra une décision en matière d'aliments
- c. Le _____ (jj/mm/aaaa), l'autorité compétente a rendu une décision accordant des aliments (décision jointe uniquement à titre d'information ; la décision a été notifiée ou communiquée au demandeur (Attestation de signification ou de notification* jointe, le cas échéant) ; la décision sera notifiée ou communiquée au demandeur)
- d. Le _____ (jj/mm/aaaa), l'autorité compétente a refusé la demande d'obtention d'une décision en matière d'aliments (décision jointe uniquement à titre d'information ; la décision a été notifiée ou communiquée au demandeur (Attestation de signification ou de notification* jointe, le cas échéant) ; la décision sera notifiée ou communiquée au demandeur)
- e. Le _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur a contesté ou interjeté appel de la décision en matière d'aliments
- f. Le _____ (jj/mm/aaaa) la décision en matière d'aliments était finale
- g. Le _____ (jj/mm/aaaa) la décision en matière d'aliments était exécutoire
- h. La demande est toujours pendante devant l'Autorité centrale

4.2 État d'avancement de l'établissement de la filiation

- a. Établissement de la filiation non nécessaire
- b. Le _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur a contesté la filiation
- c. Le _____ (jj/mm/aaaa), la demande d'établissement de la filiation a été transmise à l'autorité compétente (nom) _____
(adresse) _____
(numéro de référence) _____
- d. Un test génétique aux fins d'établissement de la filiation est prévu le _____ (jj/mm/aaaa)
- e. Un test génétique aux fins d'établissement de la filiation était prévu le _____ (jj/mm/aaaa) mais le débiteur ne s'est pas présenté
- f. Un test génétique aux fins d'établissement de la filiation a été effectué le _____ (jj/mm/aaaa). Les résultats sont joints.
- g. Prière de fournir une assistance concernant le test génétique. Voir les informations jointes
- h. Au plus tard le _____ (jj/mm/aaaa), il est prévu que l'autorité compétente statue sur l'établissement de la filiation

* Par exemple, une attestation délivrée en application du droit interne ou, si approprié, un certificat délivré en application d'un instrument international.

- i. Le _____ (jj/mm/aaaa), l'autorité compétente a déterminé la filiation : négative / positive (décision jointe, uniquement à titre d'information ; la décision a été notifiée ou communiquée au demandeur (Attestation de signification ou de notification* jointe, le cas échéant) ; la décision sera notifiée ou communiquée au demandeur)
- j. Le _____ (jj/mm/aaaa), l'autorité compétente a décidé de rejeter la demande d'établissement de la filiation (décision jointe, uniquement à titre d'information ; la décision a été notifiée ou communiquée au demandeur (Attestation de signification ou de notification* jointe, le cas échéant) ; la décision sera notifiée ou communiquée au demandeur)
- k. Le _____ (jj/mm/aaaa), le débiteur a contesté ou interjeté appel de la décision établissant la filiation
- l. La demande est toujours pendante devant l'Autorité centrale
5. Les mesures suivantes ont été prises (passé) :
- a. Débiteur localisé
- b. Débiteur contacté aux fins de règlement
- c. Paiement volontaire assuré (aucune mesure d'exécution n'a été nécessaire)
(documentation jointe à ce Rapport, le cas échéant)
- d. Informations relatives à la situation financière du débiteur recueillies
- e. Biens du débiteur localisés
- f. Mesures d'exécution et autres mesures entreprises
 Mesures provisoires
 Saisie des salaires
 Saisies-arrêts sur comptes bancaires
 Déductions sur les prestations de sécurité sociale
 Gage sur les biens ou vente forcée
 Saisie de remboursements d'impôt
 Retenue ou saisie des pensions de retraite
 Signalement aux organismes de crédit
 Refus de délivrance, suspension ou révocation de permis ou passeport
 Médiation, conciliation et autres modes alternatifs de résolution des différends
 Saisie des gains de loteries ou de jeux
 Interdiction de sortir de l'État requis
 Incarcération
 Autre: _____
- g. Paiements assurés (des mesures d'exécution ont été nécessaires)
- h. État des paiements effectués par le débiteur en date du _____ (jj/mm/aaaa) joint
- i. Autre: _____
6. Les mesures suivantes sont en cours (présent) :
- a. Localiser le débiteur
- b. Contacter le débiteur pour fins de règlement
- c. Assurer un paiement volontaire (aucune mesure d'exécution n'est nécessaire)
- d. Recueillir les informations relatives à la situation financière du débiteur
- e. Localiser les biens du débiteur
- f. Entreprendre les mesures d'exécution
- g. Les paiements ont été assurés (des mesures d'exécution sont nécessaires)
- h. Autre: _____

* Par exemple, une attestation délivrée en application du droit interne ou, si approprié, un certificat délivré en application d'un instrument international.

43 *Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille*

7. Les mesures suivantes seront prises (futur) :
- a. Localiser le débiteur
 - b. Contacter le débiteur pour fins de règlement
 - c. Assurer un paiement volontaire (aucune mesure d'exécution ne sera nécessaire)
 - d. Recueillir les informations relatives à la situation financière du débiteur
 - e. Localiser les biens du débiteur
 - f. Entreprendre les mesures d'exécution
 - g. Assurer les paiements (des mesures d'exécution seront nécessaires)
 - h. Autre: _____
8. Veuillez fournir ces informations et / ou ces documents supplémentaires :

9. L'Autorité centrale requise a refusé de traiter la demande pour la (les) raison(s) suivante(s) :
- a. L'Autorité centrale requérante n'a pas produit les documents ou les informations supplémentaires dans le délai imparti à l'article 12(9)
 - b. Les conditions requises par la Convention sont manifestement pas remplies (les motifs sont joints)
10. L'autorité compétente refuse d'établir la décision en matière d'aliments pour la (les) raison(s) suivante(s) :
- a. Les autres conditions requises par la Convention ne sont pas remplies
 - b. Le débiteur n'a pas été localisé dans l'État requis
 - c. Autre : _____

Nom : _____ (en majuscules)

Date : _____

Nom du représentant autorisé de l'Autorité centrale

(jj/mm/aaaa)

Annexe D

**Demande de modification d'une décision
(article 10(1) *e* et *f*), et (2) *b* et *c*)**

Rapport sur l'état d'avancement – article 12

*** * ***

Annex D

**Application for Modification of a Decision
(Article 10(1) *e* and *f*), and (2) *b* and *c*)**

Status of Application Report – Article 12

Demande de modification d'une décision

(article 10(1) e) et article 10(1) f) et article 10(2) b) et article 10(2) c))

AVIS DE CONFIDENTIALITE ET DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les données à caractère personnel recueillies ou transmises en application de la Convention ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été recueillies ou transmises. Toute autorité traitant de tels renseignements en assure la confidentialité conformément à la loi de son État.

Une Autorité ne peut divulguer ou confirmer des renseignements recueillis ou transmis en application de la présente Convention si elle juge que ce faisant la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne pourrait être compromise, conformément à l'article 40.

Une décision de non-divulgaration a été prise par l'Autorité centrale conformément à l'article 40. Si cette case est cochée, les informations demandées aux points 2 d, e, f et g et 5 devront être fournies seulement à la page Informations à divulgation restreinte relatives au demandeur du présent formulaire.

1. Numéro de référence du dossier de l'Autorité centrale requérante : _____

2. Renseignements à caractère personnel concernant le demandeur

Le demandeur est :

- la (les) personne(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus
 le représentant de la (des) personne(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus
 le débiteur
 le représentant du débiteur

a. Nom(s) de famille : _____

b. Prénom(s) : _____

c. Date de naissance¹ : _____ (jj/mm/aaaa)

d. Adresse : _____

e. Numéros de téléphone : _____

f. Numéro de télécopie : _____

g. Courriel : _____

3. Renseignements à caractère personnel concernant la (les) personne(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus

3.1 Des aliments sont demandés ou dus pour le demandeur identifié ci-dessus

Aliments découlant d'une relation de :

- filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent
 mariage relation analogue au mariage
 lien d'alliance (préciser le lien) : _____
 grand-parent fratrie petit-enfant
 autre : _____

¹ Il n'est pas nécessaire d'indiquer la date de naissance pour le représentant.

3.2 **Des aliments sont demandés ou dus pour le(s) enfant(s) identifié(s) ci-dessous**

a. **Nom(s) de famille :** _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

Aliments découlant d'une relation de :

filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent

b. **Nom(s) de famille :** _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

Aliments découlant d'une relation de :

filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent

c. **Nom(s) de famille :** _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

Aliments découlant d'une relation de :

filiation *in loco parentis* ou en lieu et place d'un parent

3.3 **Des aliments sont demandés ou dus pour la personne identifiée ci-dessous**

Nom(s) de famille : _____
Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

Aliments découlant d'une relation de :

mariage relation analogue au mariage
 lien d'alliance (préciser le lien) : _____
 grand-parent fratrie petit-enfant
 autre : _____

3.4 **Des aliments sont demandés ou dus pour d'autres enfants ou d'autres personnes, des renseignements à caractère personnel supplémentaires sont annexés**

4.1 **Renseignements à caractère personnel du débiteur (s'ils sont connus)**

La personne est la même que le demandeur identifié ci-dessus

a. **Nom(s) de famille :** _____
b. **Prénom(s) :** _____
c. **Date de naissance :** _____ (jj/mm/aaaa)
d. **Adresse personnelle :** _____

e. **Adresse postale :** _____

47 *Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille*

4.2 Si le débiteur est le demandeur, renseignements à caractère personnel (s'ils sont connus, le cas échéant) du représentant de la (des) personne(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus

- a. Nom(s) de famille : _____
- b. Prénom(s) : _____
- c. Adresse : _____

- d. Numéros de téléphone : _____

- e. Numéro de télécopie : _____
- f. Courriel : _____

4.3 Information permettant de localiser le défendeur

- a. Numéro d'identification personnel : _____
(y compris le nom du pays ou de l'unité territoriale ayant délivré le numéro)
- b. Toute autre information permettant de localiser le défendeur

5. Paiements

a. Informations concernant les virements électroniques de fonds (le cas échéant)

- Nom de la banque : _____
- CNIB² : _____
- Code SWIFT : _____
- NCBI³ : _____
- Numéro de compte : _____
- Nom du détenteur de compte : _____
- Référence⁴ : _____

b. Informations concernant les paiements par chèque (le cas échéant)

- Chèque libellé au nom de : _____
- Chèque à adresser à : _____
(adresse) _____

- Référence³ : _____

² Code national d'identification de la banque.

³ Numéro de compte bancaire international.

⁴ Lorsque nécessaire afin de compléter le paiement.

6. Décision

6.1 Type d'autorité : autorité judiciaire ou autorité administrative

6.2 Nom et Lieu de l'autorité : _____

6.3 (adresse le cas échéant) _____

6.4 Date de la décision : _____ (jj/mm/aaaa)

6.5 Date de prise d'effet de la décision : _____ (jj/mm/aaaa)

6.6 Numéro de référence de la décision : _____

6.7 Nom des parties : _____

7. Les changements suivants sont intervenus depuis que la décision a été rendue ou modifiée pour la dernière fois:

- modification des revenus du créancier ou de sa situation financière
- modification des revenus du débiteur ou de sa situation financière
- changement des revenus ou de la situation financière de la personne qui prend soins de l'enfant
- changement de situation de la personne pour qui les aliments sont demandés
- changement concernant les accords portant sur la prise en charge de l'enfant
- changement relatif au coût de la vie
- changement du taux de change
- décision rendue sur la base d'un accord et le montant fixé par la décision n'est plus approprié ou adéquat
- autre. Veuillez préciser : _____

8. Les modifications suivantes sont demandées par le demandeur :

- augmentation du montant des aliments
Veuillez préciser le nouveau montant et la devise : _____
- diminution du montant des aliments
Veuillez préciser le nouveau montant et la devise : _____
- modification de la fréquence des paiements, veuillez préciser :
 semaine quinzaine mois 3 mois 6 mois
 année autre (veuillez préciser) _____
- modification des modalités de paiement
Veuillez préciser : _____
- modification de la nature des paiements
Veuillez préciser : _____
- Réduction ou annulation des arrérages
Veuillez préciser les motifs de la réduction ou de l'annulation : _____
- cessation de l'obligation alimentaire
Veuillez préciser les motifs de la cessation : _____
Veuillez préciser la date de cessation : _____ (jj/mm/aaaa)
- autre. Veuillez préciser : _____

9. Les documents suivants sont joints afin d'établir le fondement de la demande de modification de la décision en matière d'aliments et pour aider à l'établissement, si nécessaire, du montant des aliments :

- un texte complet de la décision de l'État d'origine
- une preuve établissant une modification de revenus ou tout autre changement de circonstances
- accord écrit entre les parties concernant la modification des aliments dus
- Formulaire relatif à la situation financière
- conclusions écrites au soutien de la demande
- autre(s) preuves, conformément au droit de l'État requis

10. Prière d'initier les mesures d'exécution une fois la décision établie

11. Autres informations : _____

12. Si le demandeur est le débiteur, dans le cadre d'une demande en vertu de l'article 10(2) c), cochez les cases appropriées :

- Le créancier ne réside pas habituellement dans l'État d'origine.
- Le créancier réside habituellement dans l'État d'origine mais la (les) disposition(s) suivante(s) de l'article 18 s'applique(nt) ou pourrai(en)t s'appliquer:
 - la compétence de l'État requis a fait l'objet d'un accord par écrit entre les parties conformément à l'article 18(2) a) (accord joint) ;⁵
 - le créancier pourrait se soumettre à la compétence de l'État requis conformément à l'article 18(2) b) ;
 - l'autorité compétente de l'État d'origine ne peut pas, ou refuse d'exercer sa compétence conformément à l'article 18(2) c) (décision jointe) ; ou,
 - la décision rendue dans l'État d'origine ne peut pas être reconnue ou déclarée exécutoire dans l'État contractant dans lequel des procédures pour modifier la décision ou obtenir une nouvelle décision sont envisagées conformément à l'article 18(2) d) (décision jointe).

13. Attestations

- Cette demande a été remplie par le demandeur et revue par l'Autorité centrale requérante
- Cette demande satisfait aux exigences de la Convention (article 12(2)). L'information contenue dans cette demande et les documents joints à celle-ci correspondent et sont conformes aux informations et documents fournis par le demandeur à l'Autorité centrale requérante. La demande est transmise par l'Autorité centrale au nom du demandeur et avec son consentement

Nom : _____ (en majuscules) Date : _____

Nom du représentant autorisé de l'Autorité centrale _____ (jj/mm/aaaa)

⁵ La première condition de l'art. 18(2) n'est pas applicable aux différends concernant les obligations alimentaires relatives aux enfants.

Informations à divulgation restreinte relatives au demandeur

Demande de modification d'une décision

article 10(1) e) article 10(1) f) article 10(2) b) article 10(2) c))

N.B. L'Autorité centrale requérante estime que les renseignements sous la rubrique 2 d, e, f et g, et 5 de cette page ne peuvent être divulgués ou confirmés pour la sauvegarde de la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne. Conformément à l'article 40(2), une décision en ce sens doit être prise en compte par l'Autorité centrale requise.

1. Numéro de référence du dossier de l'Autorité centrale requérante : _____

2. Renseignements à caractère personnel concernant le demandeur

a. Nom(s) de famille : _____

b. Prénom(s) : _____

c. Date de naissance : _____ (jj/mm/aaaa)

d. Adresse : _____

e. Numéros de téléphone : _____

f. Numéro de télécopie : _____

g. Courriel : _____

5. Paiements

a. Informations concernant les virements électroniques de fonds (le cas échéant)

Nom de la banque : _____

CNIB : _____

Code SWIFT : _____

NCBI : _____

Numéro de compte : _____

Nom du détenteur de compte : _____

Référence : _____

b. Informations concernant les paiements par chèques (le cas échéant)

Chèque libellé au nom de : _____

Chèque à adresser à : _____

(adresse) _____

Référence : _____

Cette demande a été remplie par le demandeur et revue par l'Autorité centrale requérante

Cette demande satisfait aux exigences de la Convention (article 12(2)). L'information contenue dans cette demande et les documents joints à celle-ci correspondent et sont conformes aux informations et documents fournis par le demandeur à l'Autorité centrale requérante. La demande est transmise par l'Autorité centrale au nom du demandeur et avec son consentement

Nom : _____ (en majuscules)

Date : _____

Nom du représentant autorisé de l'Autorité centrale

(jj/mm/aaaa)

Rapport sur l'état d'avancement – article 12¹

(Demande de modification d'une décision)

article 10(1) e) article 10(1) f) article 10(2) b) article 10(2) c))

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ ET DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les données à caractère personnel recueillies ou transmises en application de la Convention ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été recueillies ou transmises. Toute autorité traitant de tels renseignements en assure la confidentialité conformément à la loi de son État.

Une Autorité ne peut divulguer ou confirmer des renseignements recueillis ou transmis en application de la présente Convention si elle juge que ce faisant la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne pourrait être compromise, conformément à l'article 40.

Une décision de non-divulgaration a été prise par l'Autorité centrale conformément à l'article 40.

1. Autorité centrale requise	2. Personne à contacter dans l'État requis
a. Adresse	a. Adresse (si différente)
b. Numéro de téléphone	b. Numéro de téléphone (si différent)
c. Numéro de télécopie	c. Numéro de télécopie (si différent)
d. Courriel	d. Courriel (si différent)
e Numéro de référence	e. Langue(s)
<input type="checkbox"/> Premier Rapport / <input type="checkbox"/> Rapport suivant – Date du dernier Rapport : _____ (jj/mm/aaaa)	

3. **Identification du dossier**
- a. Numéro de référence du dossier de l'Autorité centrale requérante : _____
- b. Nom(s) de famille du demandeur : _____
- c. Nom(s) de famille de la (les) personne(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus _____

d. Nom(s) de famille du débiteur : _____

4. **État d'avancement de la demande de modification d'une décision en matière d'aliments dans l'État requis**

a. Le _____ (jj/mm/aaaa), la demande a été acheminée à l'autorité compétente pour prise de décision (nom) _____

(adresse) _____

(numéro de référence) _____

¹ Le Rapport sur l'état d'avancement peut être utilisé pour les fins de l'article 12(3), (4) et (5). Si le Rapport est utilisé pour fin de mise à jour, n'indiquer que les informations additionnelles n'apparaissant pas dans les rapports précédents.

- b. Au plus tard le _____ (jj/mm/aaaa), il est prévu que l'autorité compétente rendra une décision
- c. Le _____ (jj/mm/aaaa), l'autorité compétente a rendu une décision modifiant une décision accordant des aliments (décision jointe, uniquement à titre d'information ; la décision a été notifiée ou communiquée au demandeur (Attestation de signification ou de notification* jointe, le cas échéant) ; la décision sera notifiée ou communiquée au demandeur) ; attestation du caractère exécutoire de la décision jointe ; attestation de notification jointe)
- d. Le _____ (jj/mm/aaaa), l'autorité compétente a refusé la demande de modification d'une décision en matière d'aliments (décision jointe, uniquement à titre d'information ; la décision a été notifiée ou communiquée au demandeur (Attestation de signification ou de notification* jointe, le cas échéant) ; la décision sera notifiée ou communiquée au demandeur)
- e. Le _____ (jj/mm/aaaa), le défendeur a contesté ou interjeté appel de la décision modifiant une décision en matière d'aliments
- f. Le _____ (jj/mm/aaaa) la décision modifiant une décision en matière d'aliments était finale
- g. La demande est toujours pendante devant l'Autorité centrale
5. Les mesures suivantes ont été prises (passé) :
- a. débiteur / créancier localisé
- b. débiteur / créancier contacté pour fins de règlement
- c. Paiement volontaire assuré (aucune mesure d'exécution n'a été nécessaire) (documentation jointe, le cas échéant)
- d. Informations relatives à la situation financière du débiteur / créancier recueillies
- e. Biens du débiteur localisés
- f. Mesures d'exécution et autres mesures entreprises
 Mesures provisoires
 Saisie des salaires
 Saisies-arrêts sur comptes bancaires
 Retenues sur les prestations de sécurité sociale
 Gage sur les biens ou vente forcée
 Saisie de remboursements d'impôt
 Retenue ou saisie des pensions de retraite
 Signalement aux organismes de crédit
 Refus de délivrance, suspension ou révocation de permis ou passeport
 Médiation, conciliation et autres modes alternatifs de résolution des différends
 Saisie des gains de loteries ou de jeux
 Interdiction de sortir de l'État requis
 Incarcération
 Autre: _____
- g. Paiements assurés (des mesures d'exécution ont été nécessaires)
- h. État des paiements faits par le débiteur en date du _____ (jj/mm/aaaa) joint
- i. Autre: _____

* Par exemple, une attestation délivrée en application du droit interne ou, si approprié, un certificat délivré en application d'un instrument international.

6. Les mesures suivantes sont en cours (présent) :
- a. Localiser le débiteur / créancier
 - b. Contacter le débiteur / créancier pour fins de règlement
 - c. Assurer un paiement volontaire (aucune mesure d'exécution n'est nécessaire)
 - d. Recueillir les informations relatives à la situation financière du débiteur / créancier
 - e. Localiser les biens du débiteur
 - f. Entreprendre les mesures d'exécution
 - g. Assurer les paiements (des mesures d'exécution sont nécessaires)
 - h. Autre: _____
7. Les mesures suivantes seront prises (futur) :
- a. Localiser le débiteur / créancier
 - b. Contacter le débiteur / créancier pour fins de règlement
 - c. Assurer un paiement volontaire (aucune mesure d'exécution ne sera nécessaire)
 - d. Recueillir les informations relatives à la situation financière du débiteur / créancier
 - e. Localiser les biens du débiteur
 - f. Entreprendre les mesures d'exécution
 - g. Assurer les paiements (des mesures d'exécution seront nécessaires)
 - h. Autre: _____
8. Veuillez fournir ces informations et / ou ces documents supplémentaires :

9. L'Autorité centrale requise a refusé de traiter la demande pour la (les) raison(s) suivante(s) :
- a. L'Autorité centrale requérante n'a pas produit les documents ou les informations supplémentaires dans le délai imparti à l'article 12(9)
 - b. Les conditions requises par la Convention sont manifestement pas remplies (les motifs sont joints)
10. L'autorité compétente refuse de modifier la décision en matière d'aliments pour la (les) raison(s) suivante(s) :
- a. La demande est contraire à l'article 18
 - b. Les autres conditions requises par la Convention ne sont pas remplies
 - c. Le débiteur / créancier n'a pas été localisé dans l'État requis
 - d. Autre : _____

Nom : _____ (en majuscules)
Nom du représentant autorisé de l'Autorité centrale

Date : _____
(jj/mm/aaaa)

Annexe E

Formulaire relatif à la situation financière

* * *

Annex E

Financial Circumstances Form

Formulaire relatif à la situation financière

N.B. Les Sections II à VI doivent être complétées, seulement si cela est nécessaire aux fins de la demande à laquelle ce formulaire est joint et en l'état des connaissances du demandeur. En remplissant le Formulaire relatif à la situation financière, veuillez consulter le Profil d'État de l'État requis pour vérifier quelles informations sont exigées pour une demande spécifique.

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ ET DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les données à caractère personnel recueillies ou transmises en application de la Convention ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été recueillies ou transmises. Toute autorité traitant de tels renseignements en assure la confidentialité conformément à la loi de son État.

Une Autorité ne peut divulguer ou confirmer des renseignements recueillis ou transmis en application de la présente Convention si elle juge que ce faisant la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne pourrait être compromise, conformément à l'article 40.

Une décision de non-divulgaration a été prise par l'Autorité centrale conformément à l'article 40. Si cette case est cochée, les informations demandées aux points V.D. 2, 4, 6, 8, 10, 12, 14 et 16 et VI.D. 9 et 11 devraient être fournies seulement à la page Informations à divulgation restreinte relatives au demandeur du présent formulaire.

I. RÉFÉRENCE

1. Autorité centrale requérante	2. Personne à contacter dans l'État requis
a. Adresse	a. Adresse (si différente)
b. Numéro de téléphone	b. Numéro de téléphone (si différent)
c. Numéro de télécopie	c. Numéro de télécopie (si différent)
d. Courriel	d. Courriel (si différent)
e. Numéro de référence	e. Langue(s)

3. Le demandeur, _____ (nom(s) de famille et prénom(s)), né le _____ (jj/mm/aaaa), est : créancier, représentant de la (des) personne(s) pour laquelle (lesquelles) les aliments sont demandés ou dus, ou débiteur

4. Ce formulaire est soumis pour : (il est possible de cocher plus d'une case)

- L'obtention d'une décision (art. 10(1) c) et d))
(Remplir toutes les sections)
- La reconnaissance ou la reconnaissance et l'exécution d'une décision (art. 10(1) a))
(Remplir les sections III et IV)
- L'exécution d'une décision rendue ou reconnue dans l'État requis (Art. 10(1) b))
(Remplir les sections III et IV)
- La modification d'une décision (art. 10(1) e) et f) et (2) b) et c))
(Remplir toutes les sections)
- Une demande d'assistance juridique (art. 17 a))
(Remplir les sections II, V et VI si demandeur est la personne identifiée sous II)
(Remplir les sections III, V et VI si demandeur est la personne identifiée sous III)

5. À moins qu'il soit autrement précisé, la devise (code ISO) utilisée pour compléter ce formulaire et, le cas échéant, le taux de change (et la date du taux de change) si les montants ont été convertis dans la devise de l'État requis est : _____ (jj/mm/aaaa)

II. INFORMATIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU CRÉANCIER OU À LA (AUX) PERSONNE(S) POUR QUI DES ALIMENTS SONT DEMANDÉS OU DUS (SI ELLES SONT CONNUES)

A. Renseignements à caractère personnel concernant le créancier ou la (les) personne(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus

1. Le créancier ou la (les) personne(s) pour qui des aliments sont demandés est: <input type="checkbox"/> père <input type="checkbox"/> mère <input type="checkbox"/> autre personne ayant la charge de l'enfant <input type="checkbox"/> famille d'accueil <input type="checkbox"/> l'enfant et la personne indiquée ci-dessus sont les créanciers <input type="checkbox"/> l'enfant lui-même est le seul créancier <input type="checkbox"/> organisme public <input type="checkbox"/> autre personne (voir la demande)	
2. Occupation, métier ou profession	
3. Salaire mensuel brut estimé (préciser la devise)	4. Autres revenus mensuels (et source) (préciser la devise)
5. Statut matrimonial actuel <input type="checkbox"/> Marié <input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Partenaire <input type="checkbox"/> Divorcé <input type="checkbox"/> Séparé	

B. Informations relatives aux personnes à la charge du créancier

Nom(s) de famille, prénom(s)	Age	Lien avec le créancier	Visé par cette demande?
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non

C. Informations relatives à l'époux / épouse ou partenaire du créancier autre membre du ménage contribuant aux dépenses du ménage

1. Nom(s) de famille et prénom(s)	2. Emploi <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> inconnu
3. Revenu mensuel brut estimé (préciser la devise)	4. Autres revenus mensuels (et source) (préciser la devise)
5. La personne identifiée ci-dessus paie des aliments <input type="checkbox"/> sur une base volontaire ou <input type="checkbox"/> en vertu d'une décision judiciaire/administrative. Le montant est _____ par _____ (préciser la devise et la période de paiement). Au _____ (jj/mm/aaaa) le montant total payé est _____ et le montant impayé _____ (préciser la devise).	

III. INFORMATIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU DÉBITEUR (SI ELLES SONT CONNUES)

A. Informations relatives au débiteur

1. Le débiteur est: <input type="checkbox"/> le père <input type="checkbox"/> la mère <input type="checkbox"/> toute autre personne ayant la charge de l'enfant <input type="checkbox"/> famille d'accueil <input type="checkbox"/> l'époux <input type="checkbox"/> le/la partenaire <input type="checkbox"/> l'enfant <input type="checkbox"/> autre personne	
2. Occupation, métier ou profession :	
3. Nom et adresse de l'employeur :	
4. Revenu mensuel brut estimé (préciser la devise)	5. Autres revenus mensuels (et source) (préciser la devise)
6. Statut matrimonial actuel <input type="checkbox"/> Marié <input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Partenaire <input type="checkbox"/> Divorcé <input type="checkbox"/> Séparé	

B. Informations relatives à des personnes à la charge du débiteur

Nom(s) de famille, prénom(s)	Age	Lien avec le débiteur	Visé par cette demande?
1.			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
2.			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
3.			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
4.			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
5.			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non

C. Informations relatives à l'époux / épouse ou partenaire du débiteur autre membre du ménage contribuant aux dépenses du ménage

1. Nom(s) de famille et prénom(s)	2. Emploi <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> inconnu
3. Salaire mensuel brut estimé (préciser la devise)	4. Autres revenus mensuels (et source) (préciser la devise)
5. La personne identifiée ci-dessus paie des aliments <input type="checkbox"/> sur une base volontaire ou <input type="checkbox"/> en vertu d'une décision judiciaire/administrative. Le montant est _____ par _____ (préciser la devise et la période de paiement). Au _____ (jj/mm/aaaa) le montant total payé est _____ et le montant impayé _____ (préciser la devise).	

IV. ACTIF ET PASSIF DU DÉBITEUR (S'ILS SONT CONNUS)

Préciser la devise utilisée pour compléter les tableaux suivants: _____

A. L'actif du débiteur

1. Résidence – Valeur liquidative: Propriété: <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails): _____	2. (lieu et / ou numéro d'enregistrement)
3. Autres propriétés – Valeur liquidative: Propriété: <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails): _____	4. (lieu et / ou numéro d'enregistrement, description)
5. Véhicule(s) motorisé – Valeur liquidative: Propriété: <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails): _____	6. (lieu et / ou numéro d'enregistrement, modèle, année)
7. Caravanes/bateaux – Valeur liquidative: Propriété: <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails): _____	8. (lieu et / ou numéro d'enregistrement, modèle année)
9. Meubles et biens mobiliers – Valeur liquidative: Propriété: <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails): _____	10. (lieu et description)
11. Compte(s) bancaire	12. (institution(s) et numéro(s) de compte)
13. Assurance-vie et valeur de rachat	14. (compagnie d'assurance, numéro de police)
15. Autres biens * – Valeur:	16. (institution(s) et numéro(s) de compte)

* Préciser séparément chaque information additionnelle.

B. Dettes du débiteur

Créancier	Montant	Fréquence des Paiements	Propriété avec hypothèque
1.			
2.			
3.			
4.			

V. DÉCLARATION FINANCIÈRE DU DEMANDEUR

Préciser la devise utilisée pour compléter les tableaux suivants: _____

A. Ressources brut du demandeur

1. <input type="checkbox"/> mensuel <input type="checkbox"/> annuel	Demandeur	Epoux(se) / partenaire actuel du demandeur	Enfant(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus	Autres personnes pour qui des aliments sont demandés ou dus
2. Salaires (y inclus avantages en nature)				
3. Revenus de travail non salariés				
4. Pensions de retraite, d'invalidité et alimentaires, rentes, rentes viagères				
5. Allocations de chômage				
6. Revenus des valeurs/capitaux mobiliers				
7. Revenus immobiliers				
8. Autres prestations sociales				
9. Autres sources de revenus *				
10. TOTAL				

B. Déductions du revenu du demandeur

1. <input type="checkbox"/> mensuel <input type="checkbox"/> annuel	Demandeur	Epoux(se) / partenaire actuel du demandeur	Enfant(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus	Autres personnes pour qui des aliments sont demandés ou dus
2. Taxe nationale/fédérale (impôt)				
3. Taxe d'état/de province (impôt)				
4. Taxe municipale/locale				
5. Primes d'assurance				
6. Cotisations obligatoires pour les pensions				
7. Cotisations syndicales/professionnelles				
8. Autres déductions *				
9. TOTAL				

* Préciser séparément chaque information additionnelle.

C. Dépenses du créancier du demandeur

1. <input type="checkbox"/> mensuel <input type="checkbox"/> annuel	Demandeur	Epoux(se) / partenaire actuel du demandeur ou dus	Enfant(s) pour qui des aliments sont demandés	Autres personnes pour qui des aliments sont demandés ou dus
2. Loyer/hypothèque/frais de co-propriété				
3. Dépenses du ménage				
4. Epicerie et produits domestiques				
5. Vêtements				
6. Frais dentaires / médicaux / d'opticiens				
7. Pensions alimentaires payées				
8. Assurances (autres que celles de la Partie V.B)				
9. Frais de transport				
10. Frais de garderie				
11. Frais d'éducation des enfants				
12. Frais de loisir des enfants				
13. Epargnes annuelles pour l'avenir				
14. Paiement des dettes				
15. Autres dépenses *				
16. TOTAL				

D. L'actif du demandeur¹

1. Résidence – Valeur liquidative: Propriété: <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails): _____	2. (lieu et / ou numéro d'enregistrement)
3. Autres propriétés – Valeur liquidative: Propriété: <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails): _____	4. (lieu et / ou numéro d'enregistrement, description)
5. Véhicule(s) motorisé – Valeur liquidative: Propriété: <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails): _____	6. (lieu et / ou numéro d'enregistrement, modèle, année)
7. Caravanes/bateaux – Valeur liquidative: Propriété: <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails): _____	8. (lieu et / ou numéro d'enregistrement, modèle, année)
9. Meubles et biens mobiliers – Valeur liquidative: Propriété: <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails): _____	10. (lieu et description)
11. Compte(s) bancaire(s)	12. (institution(s) et numéro(s) de compte(s))
13. Assurance-vie et valeur de rachat	14. (compagnie d'assurance, numéro de police)
15. Autres biens * – Valeur: _____	16. (institution et No de compte(s))

¹ Ne pas compléter ce tableau si la personne identifiée sous III est le demandeur comme cette information serait la même que celle fournie sous le Point IV.A.

* Préciser séparément chaque information additionnelle.

E. Dettes du demandeur²

Créancier	Montant	Fréquence des paiements	Propriété avec hypothèque
1.			
2.			
3.			
4.			

VI. ASSURANCE MÉDICALE

A. Le débiteur est-il tenu de fournir une assurance médicale pour l'(les) enfant(s) en vertu d'une décision alimentaire ? Oui Non

B. Le débiteur est-il requis de fournir une assurance médicale pour le créancier en vertu d'une décision alimentaire ? Oui Non

C. La couverture médicale pour l'(les) enfant(s) pour qui une pension alimentaire est demandée et/ou le créancier est fournie par :

D. Couverture d'assurance

Couverture fournie par:	pour enfant(s)	pour créancier	
1. Créancier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	9. Compagnie d'assurance du créancier :
2. Débiteur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Numéro de police :
3. Régime d'assurance de l'État	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	10. Compagnie d'assurance du débiteur :
4. L'employeur du créancier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Numéro de police :
5. L'employeur du débiteur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	11. Autre compagnie d'assurance :
6. Autre : _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Numéro de police :
7. Inconnu	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
8. Pas de couverture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Numéro de police :

Ce Formulaire relatif à la situation financière a été rempli par le demandeur et revu par l'Autorité centrale requérante.

L'information contenue dans ce Formulaire relatif à la situation financière correspond et est conforme aux informations et documents fournis par le demandeur à l'Autorité centrale requérante. Le Formulaire relatif à la situation financière est transmis par l'Autorité centrale au nom du demandeur et avec son consentement.

Nom : _____ (en majuscules)

Date : _____

Nom du représentant autorisé de l'Autorité centrale

(jj/mm/aaaa)

² Ne pas compléter ce tableau si la personne identifiée sous III est le demandeur comme cette information serait la même que celle fournie sous le Point IV.B.

Informations à divulgation restreinte relatives au demandeur

Formulaire relatif à la situation financière

N.B. L'Autorité centrale requérante estime que les renseignements sous la rubrique V.D. 2, 4, 6, 8, 10, 12, 14 et 16 et VI.D. 9 et 11 de cette page **ne peuvent être divulgués ou confirmés** pour la sauvegarde de la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne. Conformément à l'article 40(2), une décision en ce sens doit être prise en compte par l'Autorité centrale requise.

1. Numéro de référence du dossier de l'Autorité centrale requérante : _____

V.D. L'actif du demandeur

1. Résidence – Valeur marchande : Propriété : <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails) : _____	2. (lieu et / ou No d'enregistrement)
3. Autres propriétés – Valeur marchande : Propriété : <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails) : _____	4. (lieu et / ou No d'enregistrement)
5. Véhicule(s) motorisé – Valeur marchande : Propriété : <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails) : _____	6. (lieu et / ou No d'enregistrement)
7. Caravanes/bateaux – Valeur marchande : Propriété : <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails) : _____	8. (lieu et / ou No d'enregistrement)
9. Meubles et biens mobiliers – Valeur marchande : Propriété : <input type="checkbox"/> unique <input type="checkbox"/> conjointe (détails) : _____	10. (lieu et description)
11. Compte(s) bancaire(s)	12. (institution(s) et numéro(s) de compte(s))
13. Assurance-vie et valeur de rachat	14. (compagnie d'assurance, numéro de police)
15. Autres biens* – Valeur :	16. (institution(s) et numéro(s) de compte(s))

VI.D. Couverture d'assurance

9. Compagnie d'assurance du créancier : Numéro de police :	11. Autre compagnie d'assurance : Numéro de police :
---	---

- Ce Formulaire relatif à la situation financière a été rempli par le demandeur et revu par l'Autorité centrale requérante
- L'information contenue dans ce Formulaire relatif à la situation financière correspond et est conforme aux informations et documents fournis par le demandeur à l'Autorité centrale requérante. Le Formulaire relatif à la situation financière est transmis par l'Autorité centrale au nom du demandeur et avec son consentement

Nom : _____ (en majuscules) Date : _____
Nom du représentant autorisé de l'Autorité centrale (jj/mm/aaaa)

* Préciser séparément chaque information additionnelle.